

**FISC lettre 10 : après réception du flux fiscal, avertissement-extrait de rôle ou formulaire P19Fisc-A : décision définitive d'octroi du supplément sur la base des mois de référence de l'année de revenus**

**+ décision provisionnelle d'office de refus pour la période qui suit si au moment de la décision aucun supplément n'est octroyé**

*Madame / Monsieur [nom du destinataire],*

Nous vous avons précédemment informé(e) que nous ne pouvions **provisoirement** (plus) vous octroyer de supplément aux allocations familiales, mais que nous continuerions à suivre le droit à ce supplément sur la base des informations relatives à vos revenus, que nous demandons au SPF Finances.

[si réception des informations via le flux fiscal]

*Nous avons à présent reçu les informations relatives à l'année de revenus ..... [année concernée].*  
*ou*

[si réception des informations via avertissement-extrait de rôle ou formulaire P19Fisc-A]

*Étant donné que nous n'avons pas pu recevoir automatiquement les informations relatives à vos revenus pour l'année de revenus ....[année concernée], nous avons examiné votre droit à un supplément aux allocations familiales pour l'année de revenus en question à l'aide de votre avertissement-extrait de rôle / des revenus du ménage que vous avez communiqués.*

[allocataire monoparental]

Selon ces informations, vos revenus professionnels et/ou prestations sociales mensuels imposables moyens **se situaient sous** le plafond de... EUR.

*ou*

[allocataire + partenaire influençant le droit au supplément]

Selon ces informations, vos revenus professionnels et/ou prestations sociales mensuels imposables moyens **et ceux de votre conjoint/partenaire se situaient sous le** plafond de... EUR.

Vous avez donc **droit** au *supplément 42bis / supplément 50ter / supplément monoparental*.

Il s'agit d'un supplément pour les enfants de [3 options, liées au type de supplément de la phrase précédente]

*chômeurs de longue durée, chômeurs de longue durée reprenant le travail, prépensionnés, pensionnés, indépendants avec allocation de transition (ancienne assurance faillite), travailleurs salariés ou indépendants qui recevaient précédemment des prestations familiales garanties et qui ont repris le travail <sup>1</sup>.*

*ou de*

*malades de longue durée, malades de longue durée reprenant le travail, invalides, invalides reprenant le travail, parents atteints d'un handicap <sup>2</sup>.*

*ou de*

*familles monoparentales<sup>3</sup>.*

---

<sup>1</sup> Article 42bis de la loi générale relative aux allocations familiales

<sup>2</sup> Article 50ter de la loi générale relative aux allocations familiales)

<sup>3</sup> Article 41 de la loi générale relative aux allocations familiales



## FEUILLE D'INFO

### 1) Comment calculons-nous vos revenus ?

Pour le droit au supplément, les revenus sont calculés comme suit ::

- Pour les **travailleurs salariés**, les revenus professionnels imposables globalement, tels qu'indiqués sur l'avertissement-extrait de rôle, sont augmentés des charges professionnelles.
- Pour les **travailleurs indépendants**, le revenu net imposable est multiplié par 100/80.

Ce revenu annuel est chaque fois divisé par 12.

### 2) Octroi du supplément

La décision concernant le droit au supplément **pour les années suivantes est provisoire**.

En effet, nous contrôlons **toujours** ultérieurement vos revenus professionnels et/ou prestations sociales imposables augmentés des charges professionnelles à l'aide des données vous concernant que nous demandons aux contributions (SPF Finances).

Si le contrôle de ces données révèle que vos revenus professionnels et/ou prestations sociales mensuels **imposables** moyens augmentés des charges professionnelles étaient quand même **supérieurs au plafond**, vous devrez **rembourser** les suppléments perçus.

Si le contrôle de ces données révèle que vos revenus professionnels et/ou prestations sociales mensuels **imposables** moyens augmentés des charges professionnelles étaient quand même **inférieurs** au plafond, vous **percevrez** les suppléments avec effet rétroactif

Nous prendrons contact avec vous.

Si les données fiscales confirment que le supplément a été octroyé à juste titre ou ne doit à juste titre pas être octroyé, vous ne recevrez pas d'autre courrier.

### 3) Avertissez toujours votre caisse d'allocations familiales:

- si vos revenus professionnels et/ou allocations augmentent ou diminuent;
- si l'enfant n'étudie plus, si un membre du ménage va vivre séparément, si vous changez d'adresse;
- si vous vous mariez ou êtes marié(e) en dehors de la Belgique;
- si vous ou votre conjoint/partenaire travaille(z) à l'étranger ou dans une organisation internationale (UE, OTAN, ONU...).

### 4) Conservez les revenus professionnels et/ou prestations sociales

Conservez bien les preuves de vos revenus professionnels et/ou prestations sociales. Même si vos revenus professionnels et/ou prestations sociales dépassent actuellement le plafond, vous pourrez peut-être prétendre à un supplément plus tard si vos revenus professionnels et/ou prestations sociales diminuent.

### 5) Vous souhaitez introduire un recours contre une décision de votre caisse d'allocations familiales ?

Vous trouverez des informations sur la possibilité d'introduire un recours *dans le cadre ci-dessous / au verso*

Vous pouvez introduire un recours contre notre décision en envoyant une requête datée et signée par lettre recommandée au greffe du Tribunal du travail de ..... [[adresse complète](#)].

Vous pouvez aussi y déposer vous-même votre requête.

Vous disposez d'un délai de dix ans pour introduire un recours à partir de la date du présent courrier (article 2262bis du Code civil).

L'introduction d'un recours peut être gratuite. C'est en effet nous qui payons les frais de justice, sauf si le juge estime que vous n'avez absolument aucune raison d'introduire un recours (plainte « téméraire » ou « vexatoire »).

Vous pouvez vous présenter personnellement devant le tribunal. Un délégué d'un syndicat peut vous y représenter, muni d'une procuration écrite. Vous pouvez également prendre un avocat, à vos frais. Avec l'autorisation du juge, votre conjoint, un parent ou un allié peut aussi vous remplacer, également avec une procuration écrite.

(articles 728 et 1017 du Code judiciaire)

Le droit aux allocations familiales reste valable pendant cinq ans (article 120 de la loi générale relative aux allocations familiales).

Le délai de prescription pour les allocations familiales payées indûment est de trois ans. Cela signifie que la récupération peut se faire jusqu'à trois ans après la date du paiement (article 120bis de la loi générale relative aux allocations familiales).